



Déclaration préalable au CTSD du 19 février 2013

M. Le Directeur Académique

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Les Côtes d'Armor auraient-elles été P/E « isées » et/ou oubliées ?

Nous débuterons ce CTSD en protestant contre un constat que nous déplorons : le P/E reste souvent la seule variable mise en œuvre et son utilisation aveugle n'est pas toujours pertinente. Nous en savons quelque chose !

Dès la réception des documents préparatoires au CTA, nous vous avons signifié que le choix du recteur de répartir ainsi les postes pour notre Académie ne prenait pas en compte la spécificité rurale de notre département.

Alors même que 74 postes en plus sont prévus pour notre Académie, le fait d'avoir une dotation nulle ne laisse aucune marge de manœuvre et va entraîner des fermetures particulièrement injustes qui n'auraient jamais dû avoir lieu si l'on tenait réellement compte de notre ruralité.

C'est d'autant plus regrettable que nous avons subi de nombreuses fermetures ces dernières années et que nos écoles auraient mérité de souffler, enfin ! Elles l'espéraient tant !

En fait, pour la rentrée qui s'annonce, on se demanderait presque si les Côtes d'Armor font bien partie de la France du fait de la différence entre les annonces faites par le Ministère et leur concrétisation au niveau local.

Simple extrapolation de syndicaliste ?

Faisons le point : notre P/E est trop « élevé », notre taux de scolarisation atteint déjà l'objectif national, Nous ne pouvons avoir de postes pour le dispositif 'plus de maîtres que de classes » et en plus notre démographie scolaire serait en baisse.

Résultat : malgré la priorité affichée pour le premier degré : Nous aurons 0 poste en dotation pour la rentrée prochaine

Nous nous interrogeons sur les effectifs prévisionnels, les prévisions de l'an dernier ayant été infirmées par les constats de rentrée.

Nous contestons le toujours en vigueur « on accueille les moins de 3 ans dans la limite des places disponibles ». Encore faudrait-il rendre ces places disponibles et éviter que le serpent ne se morde la queue.

Bref, il n'y a rien d'étonnant à ce que nos concitoyens costarmoricains ne comprennent pas le traitement qui leur est infligé. Tel un nuage radioactif qui s'arrêterait à nos frontières, le changement annoncé au niveau national s'arrête à nos terres d'Armor et d'Argoat.

Alors même qu'on leur demande de financer dans l'urgence une réforme des rythmes, certains élus ne comprennent pas qu'on ferme une classe dans leur commune, à fortiori lorsqu'ils ont fait de gros investissements dans leur école.

Les parents, enseignants et élus le comprennent encore moins lorsqu'il s'agit de zones rurales et sensibles qui devaient être épargnées par ces mesures. De nos campagnes remonte clairement le sentiment que le monde rural a été oublié et que ces mesures qui suivent des années très difficiles où les suppressions ont été nombreuses vont entraîner à terme la mort des petites communes.

En ce qui nous concerne, nous déplorons toujours et encore que les règles de carte scolaire ne soient pas les mêmes pour le public et le privé. Certaines décisions envisagées sont pour le moins surprenantes et, quoi que vous nous en disiez, bénéficieront clairement aux écoles confessionnelles.

Nous défendrons donc toutes les situations de fermeture envisagées qui nous paraissent injustes ainsi que les situations d'ouvertures nécessaires. Très honnêtement, nous pensions qu'il n'y en aurait pas autant (de fermetures !)

La dotation nulle subie par notre département ne permettra pas non plus de résoudre les problèmes de remplacement récurrents, notamment à l'est de notre département.

Lors de la publication de la loi sur la Refondation, chacun a pu constater le peu de cas fait aux aides spécialisées au sein de l'école. L'UNSA-Education a interpellé le ministre qui a annoncé un «rapport sur les RASED».

Il est grand temps que les RASED retrouvent les moyens d'aider efficacement, sur tout le territoire, les enfants qui en ont le plus besoin et en particulier dans notre département où de nombreux postes ont été supprimés, où les formations sont négligées car insuffisantes et où la tâche est immense pour revenir à un fonctionnement correct.

Nous vous remercions de votre attention.